Se souvenir pour que « Plus jamais »…

C’est le Jour du Souvenir aujourd’hui. Avant de devenir une journée de glorification de la guerre, c’était une journée pour se rappeler toutes les horreurs de la Première Guerre mondiale de façon à ce que de tels carnages n’aient *plus jamais* lieu. De toute évidence, cet objectif n’a pas été atteint, c’est le moins qu’on puisse dire!

Chaque année, alors que nous parlons de *se souvenir*, des guerres et des massacres emportent des civils - des hommes, femmes et enfants.

Chaque année, alors que nous parlons de *se souvenir*, des guerres laissent des millions de personnes sans foyers, parfois à l’intérieur, mais souvent aussi à l’extérieur de leur pays. Des millions de personnes se retrouvent ainsi dans des camps de réfugié.e.s. En un an, le nombre de réfugiés de l’Ukraine est passé de 27 300 fin 2021, à près de 5,8 millions. Depuis le début de la crise au Soudan, 5,7 millions de personnes ont fui leur habitation. D’après le Haut-Commissariat pour les réfugiés de l’ONU, le nombre de personnes déracinées, c’est-à-dire déplacées à l’intérieur de leur pays ou forcées de quitter leur pays, a atteint un sommet inégalé de   
110 millions de personnes en 2022, en hausse de près de 20 millions par rapport à l’année précédente.

Il y a des guerres qui laissent des millions de personnes dans la faim. Au Yémen, en septembre dernier, après neuf ans de conflits armés, 21,6 millions de personnes, soit 75 % de la population, avaient besoin d’une aide humanitaire. Saviez-vous que, d’après le Programme alimentaire mondial de l’ONU, les guerres restent le principal moteur de la faim, et 60 % des personnes souffrant de faim dans le monde vivent dans des régions touchées par la guerre et la violence? Et dernièrement, cela ne fait qu’augmenter.

Les nouvelles de Palestine sont toutes plus terrifiantes les unes que les autres. Personne n’est épargné : ni les malades, ni les blessés, ni les personnes âgées, ni les enfants. Kamel nous a donné un aperçu horripilant de ce carnage en Palestine.

Le massacre de civils - hommes, femmes et enfants - nous laisse avec un profond sentiment de colère et d’impuissance. Or, nous devons rompre avec ce sentiment d’impuissance; nous devons refuser d’être complices et reprendre notre pouvoir de citoyen. Toutefois, pour ça, nous devons être des centaines de milliers dans la rue et, pour être des centaines de milliers dans la rue, nous devons percer le mur de la

propagande qui est essentiel pour soutenir l’édifice de la guerre. C’est pour cette raison que j’ai décidé de parler de certains mécanismes utilisés par les gouvernants dans un effort de rendre leurs guerres acceptables et de s’assurer ainsi de notre appui.

D’abord, il y a les mensonges et les faux prétextes invoqués pour justifier les guerres. Ceci est d’autant plus important que le développement du numérique rend possible la diffusion de fausses informations à une vitesse incroyable. Le récit justifiant les guerres en Afghanistan, en Irak et en Syrie est que l’intervention militaire visait à libérer ces pays du joug de fanatiques religieux et de dangereux dictateurs au nom de la défense de la démocratie. Il est difficile de prendre ce prétexte au sérieux alors que les É.-U. ont comme alliés certains des gouvernements répressifs et antidémocratiques tels que l’Arabie Saoudite. Parfois, ces mensonges quant aux objectifs des guerres sont accompagnés de révélations chocs tout aussi mensongères, et parfois même d’images, qui sont de puissants outils pour galvaniser la population derrière les dirigeants! On se rappellera de celle des bébés qui auraient été retirés des incubateurs par des soldats irakiens au Koweit en 1990, et évidemment des armes de destruction massive en Irak. Dans le cas de la guerre actuelle contre Gaza, on nous a laissé entendre que des bébés auraient été décapités par le Hamas. Peu importe si une fausse nouvelle est démentie par la suite, elle a déjà laissé des marques dans notre esprit et semé le doute.

Dans le cas de la guerre en Ukraine, Biden et ses alliés ont présenté leur rôle comme étant un rôle de soutien au peuple ukrainien. Or, en mars 2022, le président Biden a lui-même admis souhaiter un changement de régime en Russie et vouloir se débarrasser de Vladimir Poutine. Tous ces faux prétextes — voire ces mensonges — servent à conquérir les cœurs et s’assurer de l’appui inconditionnel de la population, alors que le mobile réel de la guerre est la défense d’intérêts géopolitiques et la quête de ressources stratégiques.

Puis, il est important de démasquer et refuser la déshumanisation employée pour faire accepter l’inacceptable. Réduire l’autre à un statut d’inhumain et l’assimiler à un animal, ou le traiter de barbare, permet à l’agresseur de justifier son élimination. La propagande nazie présentait les personnes juives comme de simples « rats ». À la suite des attaques du 7 octobre dernier, nous avons entendu le ministre israélien de la Défense, Yoav Gallant, affirmer qu’Israël se bat « contre des animaux ».

La culture militaire ne peut s’encombrer de nuances et d’une compréhension de la complexité des intérêts et des positions. Et surtout, il doit être clair que l’ennemi incarne le Mal, et notre gouvernement le Bien, pour que la population ne s’aventure pas à questionner ou pire – à mettre en doute — la justesse des actions de ses gouvernants. C’est ce que Benyamin Netanyahu a fait en affirmant que « Gaza est une ville du Mal ».

Un auteur et professeur étatsunien, Charles Eisenstein, décrivait le phénomène comme suit : « Dès que son propre camp est identifié comme étant du côté du Bien, et celui de l’autre camp comme étant du côté du Mal, une fois ce concept bien ancré, tout acte devient justifié, car après tout, il s’agit d’un coup porté par le Bien contre le Mal. »

La démonisation des opposants découle tout naturellement de cette vision manichéenne du monde et contribue à façonner le « Nous contre Eux ». Georges Bush avait résumé cette vision dans la phrase devenue célèbre - « Si vous n’êtes pas avec nous, vous êtes contre nous » - et ceci mène à toutes sortes de dérives et d’atteintes aux droits humains.

Ce n’est pas d’aujourd’hui! Lors de la Première Guerre mondiale, Romain Rolland, un humaniste et Prix Nobel de la littérature qui a dénoncé la démence dans laquelle avait sombré l’humanité au moment de la Première Guerre mondiale, avait été accusé d’être un traître à la patrie française et un agent de l’ennemi, et avait dû s’exiler. Plus proche de nous, en 2003, ceux et celles qui s’opposaient à l’invasion de l’Irak par les É.-U. se faisaient reprocher d’appuyer Saddam Hussein et d’abandonner le peuple irakien à ce dictateur.

Nous faisons face aux mêmes arguments aujourd’hui dans le cas de l’Ukraine et de la Palestine. On a beau répéter à satiété que l’invasion de l’Ukraine par la Russie est contraire au droit international et condamnable, on est malgré tout perçu-e-s comme poutinistes lorsqu’on critique l’OTAN. En fait, la démonisation de l’ennemi est essentielle pour ensuite discréditer la parole des opposant.e.s, qui sont alors assimilé-e-s à des traîtres, et ainsi assurer l’inviolabilité du récit officiel.

Cette caricature grotesque des opposant.e.s à la guerre conduit à la répression et à la censure. Lors de la *Conférence internationale pour la paix* qui s’est tenue à Vienne au printemps dernier, la réservation d’une salle où devait avoir lieu une grande conférence a été annulée. La raison officielle : les soupçons d’allégeances pro-russes de deux conférenciers, soit Jeffrey Sachs et Noam Chomsky. La vraie raison est probablement plutôt du côté de leurs critiques très documentées, et donc crédibles, de la politique étasunienne.

Ici même, depuis le printemps dernier, plusieurs évènements ont été annulés, car les points de vue véhiculés étaient critiques des positions de l’Occident. Le 6 novembre dernier, la projection d’un documentaire produit par une cinéaste libanaise réputée internationalement qui devait prendre l’affiche au Cinéma du Parc a été annulée. Les

motifs invoqués étaient « une question de sécurité » et « le caractère politique de la projection ».

La criminalisation de la dissidence nous fait d’ailleurs craindre le retour d’un certain maccarthysme, cette politique étatsunienne qui avait criminalisé toute opposition, sous le chapeau de la « menace communiste », pendant la guerre froide. La criminalisation de l’opposition bâillonne l’expression de points de vue divers qui pourraient alimenter le débat public et affiner notre compréhension des enjeux. Cela resserre l’étau de la propagande et du récit officiel.

Il faut se rappeler que même si les gouvernements ne respectent souvent pas la volonté de la population, ils ont tout de même besoin de l’appui de l’opinion publique pour mener des guerres. Notez que la guerre au Vietnam a pris fin lorsque le gouvernement a perdu l’appui de sa population, entre autres après la parution des *Pentagon Papers* et la tuerie de manifestant.e.s à l’université Kent State.

En terminant, j’aimerais rappeler la phrase tristement célèbre : « la vérité est la première victime de la guerre ». Le premier ministre de Grande-Bretagne, David Lloyd Georges, disait pendant la Première Guerre mondiale — il y a plus de 100 ans déjà — que si les gens savaient la vérité, la guerre prendrait fin immédiatement. Dans le contexte de la guerre au Vietnam, Chomsky disait en 1967 que ceux qui en ont les moyens ont la responsabilité de « dire la vérité et de dénoncer les mensonges ».

Démasquer les faux prétextes invoqués pour faire la guerre, refuser d’être bâillonné lorsqu’on a des points de vue critiques, combattre la déshumanisation de l’ennemi et insister sur le respect des droits de tous les êtres humains devraient figurer parmi nos grandes priorités. C’est ainsi qu’on peut commencer à faire des brèches dans l’édifice de la propagande et se réapproprier un pouvoir en tant que citoyens et citoyennes. Plus que jamais dans le contexte actuel de la guerre génocidaire en Palestine, on ne peut, on ne doit rester silencieux et silencieuses.

Pour qu’un jour, le cri du cœur des populations après la Première Guerre mondiale — « Plus jamais » — devienne réalité!

Martine Eloy, Collectif Échec à la guerre  
présenté lors de la cérémonie alternative du Jour du Souvenir  
le 11 novembre 2023